

canadiennes, les contrôles réglementaires et les modifications à la loi. La diversité des solutions axées sur les particuliers, l'industrie et le gouvernement traduit la conviction du Comité que tout le monde doit jouer un rôle pour réduire la fréquence et l'ampleur de la violence sur nos écrans de télévision. Les parents, les enseignants, les consommateurs, les chercheurs, les radiodiffuseurs, les artistes, les producteurs, les annonceurs, les organismes de réglementation et les législateurs doivent tous participer.

Les solutions que nous avons examinées sont décrites dans le présent rapport, en commençant par celles qui requièrent le moins l'intervention des gouvernements. Nous les présentons volontairement dans cet ordre, parce que nous préférons des solutions qui permettent à chacun de faire ses propres choix de manière responsable et que nous voulons marquer notre répugnance à retenir des interventions de l'État qui brimeraient les libertés individuelles.

Nous espérons que le présent rapport donnera le coup d'envoi d'une initiative à laquelle le gouvernement fédéral devrait se consacrer en priorité. Le Comité est d'avis qu'une enquête exhaustive sur toutes les facettes de la violence sociale — les liens qu'il y a entre elles, leurs causes, leurs effets et les solutions qui s'offrent à nous — s'impose. La violence à la télévision n'est que la pointe de l'iceberg; il faut y faire obstacle, mais dans le cadre de la lutte, plus vaste, contre la violence dans la société.